liers dont dépendent de nombreuses régions du monde est certes remise en question. Bien entendu, l'augmentation marquée des prix énergétiques que cela entraîne inquiète tous les Canadiens.

• (1825)

Les avantages environnementaux de ce projet sont bien connus; les écologistes et ceux d'entre nous qui souhaitent une bonne politique publique pour les Canadiens vivant dans cette région du pays en ont fait la preuve.

Le charbon du Cap-Breton a une faible teneur en cendre, mais il est très riche en soufre. Il s'agit d'un charbon extrêmement tendre qui pourrait être utilisé très facilement dans le cadre de nouvelles technologies et de processus de transformation de ce charbon en un liquide utilisé par la suite à des fins énergétiques et à des fins domestiques. Il y a un avantage réel pour l'environnement.

L'expansion régionale serait stimulée. Ainsi que je l'ai déclaré le 20 novembre, que mes collègues l'avaient dit auparavant et que je l'ai, bien sûr, affirmé maintes fois à la Chambre, l'étape de la construction de ce projet entraînerait la création d'environ 500 emplois. Quelque 2 000 emplois découleraient directement et indirectement de ce projet. Vous pouvez donc constater, monsieur le Président, que sur le plan économique, la région de l'est de la Nouvelle-Écosse s'en trouverait bien favorisée.

Je veux faire remarquer au secrétaire parlementaire que, dans cette région de la province, le chômage est très élevé. En fait, selon les chiffres du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, il est d'environ 17,3 p. 100. Ceux d'entre nous qui ont l'honneur—et je dis bien l'honneur—de vivre dans cette région savent que le taux de chômage y est beaucoup plus élevé que 17 p. 100. En fait, les dirigeants municipaux de plusieurs localités de ma circonscription et notamment de Glace Bay diraient qu'il est plutôt de l'ordre de 30 et 40 p. 100.

Comparativement au projet Hibernia, qui coûterait 5,2 milliards de dollars aux contribuables, au projet Lloydminster, qui en coûterait 1,2 milliard de dollars, au projet OSLO, qui coûterait 4,1 milliards de dollars aux contribuables canadiens, non seulement le projet Synfuels serait avantageux des points de vue de la protection de l'environnement, du développement régional, de la création d'emplois directs et indirects, des travaux de construction et, évidemment, d'une dépendance réduite à l'égard du pétrole étranger, mais il ne coûterait que 400 millions de dollars.

L'ajournement

Je serai le premier à admettre enfin que c'est effectivement là beaucoup d'argent. Il importe donc que le gouvernement fédéral mette au point de concert avec les principaux actionnaires du projet Synfuels un plan qui soit équitable pour lui comme pour ces actionnaires, mais qui soit surtout avantageux pour les Canadiens de la région de l'Atlantique et plus particulièrement de l'est de la Nouvelle-Écosse.

J'invite le très compétent secrétaire parlementaire à nous donner les assurances que les contribuables de cette région du pays méritent à très juste titre.

[Français]

M. André Plourde (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je voudrais répondre à la question soulevée par mon honorable collègue de Cape Breton—Richmond-Est au sujet du projet Scotia Synfuels.

Sous ses diverses formes, le projet Scotia Synfuels a été étudié et analysé par les représentants du gouvernement fédéral pendant près de 10 ans. Pendant les premières années de son développement, la proposition a joui de soutiens financier et technique d'un consortium dirigé par des intérêts du secteur privé qui possédaient la compétence nécessaire pour mener à bien le projet, le cas échéant. Avec le temps, les membres de ce consortium ont abandonné le projet pour des considérations d'ordre technique ou financier.

Pendant cette période, le gouvernement fédéral a investi environ 2 millions de dollars en partenariat avec le secteur privé au chapitre de mises à l'essai et d'études de la technologie liée au projet. Nous voulions travailler avec les parrains du projet pour voir si l'on pouvait développer un débouché viable et, ce faisant, utiliser les ressources humaines et naturelles de l'île du Cap-Breton.

Les mises à l'essai ont indiqué que la technologie est exploitable, mais qu'il faudrait effectuer des travaux d'ingénierie détaillés supplémentaires pour faire en sorte qu'une installation telle que proposée produise en fait la quantité et la qualité de combustible synthétique prévues. Les représentants des gouvernements fédéral et provincial ont rencontré les responsables du projet à maintes et maintes reprises au fil des ans afin de mener le projet à bonne fin. Comme vous pouvez le voir, monsieur le Président, nous avons travaillé très étroitement, nous avons investi l'argent des contribuables. En résumé, nous avons fait notre part pour que le projet devienne réalité.